

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOT-ET-GARONNE ENROBES

ZAC Marmande - Sud
Quadrant Nord-RD 289 - Lieu-dit Sahuca
47250 Samazan

Références : YKP/SM/UBD24-47/2026/56
Code AIOT : 0005207638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement LOT-ET-GARONNE ENROBES implanté ZAC Marmande - Sud Quadrant Nord-RD 289 - Lieu-dit Sahuca 47250 Samazan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOT-ET-GARONNE ENROBES
- ZAC Marmande - Sud Quadrant Nord-RD 289 - Lieu-dit Sahuca 47250 Samazan

- Code AIOT : 0005207638
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité est la fabrication d'enrobés chauds et tièdes à base de bitume (5%) et de granulats (95%). Le site comprend une centrale d'enrobage à chaud, un dépôt de bitume constitué de 3 cuves, une cuve d'émulsion de bitume, un hangar avec un atelier de maintenance et un local de stockage, une aire de lavage et de remplissage en carburant GNR, des silos de stockage de fillers, des stockages de granulats.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, la gestion des stockages des produits classés comme dangereux respecte les prescriptions contrôlées.

L'inspection, menée par sondage, ne peut être considérée comme exhaustive.

Les demandes de suites proposées permettront de résoudre les non-conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant présente la consigne générale d'exploitation du site datée du 31 octobre 2025. Celle-ci répertorie les matières dangereuses avec les volumes de stockage maximum prévus. Cette consigne est enregistrée sur un dossier partagé (sharepoint). L'exploitant dispose d'un classeur rassemblant les fiches de données de sécurité (FDS) sous format papier. Elles sont également enregistrées au format numérique sur le dossier partagé mentionné supra. Par sondage, l'inspection contrôle les fiches suivantes: <ul style="list-style-type: none">- Huile Carter EP220 (version du 06/04/2022): produit non classé- Evotherm MA3 (version du 13/03/2025): additif corrosif (base), irritant et dangereux pour les organismes vivants en milieu aquatique- Biofilm 3S (version du 26/04/2021): émulseur irritant L'inspection interroge le conducteur d'engin présent sur le site le jour de la visite. Celui-ci sait que les FDS contiennent les informations sur les risques des produits utilisés et les mesures de maîtrise de ces risques et sait où les trouver.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée :

<p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS du produit Evotherm MA3 mentionne qu'en cas de déversement, celui-ci doit être absorbé par un matériau inerte.</p> <p>Au niveau de l'atelier, où un GRV du produit est stocké, l'exploitant dispose de plusieurs kilogrammes d'Absorbant diatomée calcinée. Un stock de plusieurs tonnes de sable est également présent sur site. Une benne pour les matériels souillés est présente dans le même atelier et bien identifié afin d'y mettre l'absorbant souillé en cas de besoin.</p> <p>Cette même FDS mentionne que le produit doit être stocké à l'abri du soleil direct et dans un local fermé à clef. Ces deux mesures sont respectées pour le GRV stocké dans l'atelier (celui-ci est fermé en dehors des heures d'ouverture du site. Cependant, deux autres GRV du même produit sont stockés à l'extérieur et donc directement exposés au soleil et accessibles (le portail du site est toutefois fermé en dehors des heures d'ouverture).</p> <p>Pendant la visite, l'inspection constate que plusieurs contenant de produits (Evother MA3, Biofilm 3S notamment) présentent des étiquettes fortement abîmées empêchant leur bonne identification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifiera les conditions de stockages des GRV du produit Evotherm MA3 afin de respecter les mesures prévues par la FDS dudit produit.</p> <p>L'identification des contenants des produits dont l'étiquette est difficilement déchiffrable sera revue (l'exploitant enverra une photographie à l'inspection une fois la correction effectuée)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection constate que les volumes des rétention pour 1) le GRV de 1000l d'Evotherm MA3 (atelier), 2) les deux fûts de Biofil 3S (atelier) et 3) les deux GRV d'Evotherm MA3 et les cinq fûts de Biofil 3S (rétention extérieure) respectent les conditions de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les règles d'incompatibilités entre produits dangereux sont mentionnées dans la consignes générales d'exploitation (cf. point de contrôle N°1). Les seuls produits classés stockés sur la même rétention sont l'Evotherm MA3 et le Biofilm 3S. Les FDS de ces produits ne contiennent pas de préconisation particulière an terme d'incompatibilité de stockage. Ces deux produits peuvent donc être stockés sur la même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant présente un plan général des stockages, et indique l'avoir partagé avec les services d'incendie et de secours. Celui-ci ne mentionne pas tous les produits constatés comme présents pendant la visite (Biofilm 3S notamment). L'exploitant ne peut présenter un état des stocks actualisé formel. Le chef d'usine est toutefois capable de donner l'état des stocks des produits Evotherm MA3 et Biofilm 3S (respectivement à 2400l et 1400l vérifiés par l'inspection). En outre, l'exploitant indique avoir échangé avec les

services d'incendie et de secours et que ces derniers définiraient leur besoin en cas d'intervention sur la base des capacités maximales de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra à jour la cartographie des stockages en y intégrant tous les produits classés comme dangereux et les modifications apportées au stockage de l'Evotherm MA3 (cf. point de contrôle n°2). L'exploitant mettra également en place la formalisation d'un état des stocks actualisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois